

CHRONIQUES

- Le rôle du maire dans la lutte contre la délinquance et la prévention des émeutes urbaines.** Géraldine Chavrier.....2
- L'évaluation environnementale et les documents d'urbanisme.** Amandine Capitani.....9

JURISPRUDENCE

• État

- Peut-on contester la délimitation des zones franches urbaines ?**13
- Conclusions Stéphane Verclytte
CE 16 novembre 2005, Association des commerçants du quartier aviation, Mlle G.

• Compétences des collectivités locales

- Quel département doit prendre en charge l'allocation personnalisée d'autonomie des SDF ?**17
- Conclusions Christophe Devys
CE 27 juillet 2005, Département du Val-d'Oise

• Services publics locaux

- Le département est-il compétent pour organiser les transports scolaires dans un périmètre de transports urbains ?**20
- Conclusions Frédéric Dieu
TA Nice 7 octobre 2005, Société Azur Pullman Voyage

- Une commune peut-elle légalement limiter le bénéfice d'un tarif préférentiel de stationnement en centre-ville aux personnes domiciliées dans la zone concernée ?**26
- Conclusions François Sénors
CE 30 novembre 2005, Mme B.-L.

• Fonction publique territoriale

- Un agent municipal non titulaire affecté dans une agence postale reste-t-il un agent public ?**29
- Conclusions Emmanuel Glaser
CE 7 novembre 2005, Mme D.
- Une modification des règles du concours après le début des épreuves affecte-t-elle la régularité du concours ?**33
- Conclusions François Sénors
CE 23 novembre 2005, Mme T.

• Finances publiques locales

- Les immobilisations données à bail emphytéotique par un département à une société gérant un parc de loisirs doivent-elles être regardées comme mises à la disposition d'un tiers non éligible au FCTVA ?**35
- Conclusions Stéphane Verclytte
CE 27 juillet 2005, Ministre de l'Intérieur c/ Département du Lot-et-Garonne

- Les collectivités territoriales peuvent-elles obtenir communication des rôles supplémentaires des impôts directs locaux ?**39
- Conclusions Marie-Hélène Mitjavile
CE 2 novembre 2005, Ministre d'État, de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune de Montpellier

- Le préfet peut-il, pour assurer l'exécution d'une décision de justice, décider la vente de biens d'une commune ?** ..43
- Conclusions Nicolas Boulouis
CE 18 novembre 2005, Société Fermière de Campoloro et autre

• Organismes de coopération et de regroupement

- Le président d'un syndicat peut-il encore prendre des décisions se rapportant à une compétence illégalement transférée à un autre syndicat ?**53
- CAA Versailles (ord. réf.) 6 septembre 2005, Syndicat intercommunal d'assainissement de la Courance (SIAC)

• Élections

- Un suffrage ayant donné lieu à émargement par une croix est-il régulier ?**57
- Conclusions Pierre Collin
CE 23 septembre 2005, Élections cantonales de Saint-Paul (Réunion), M. S.

• Contentieux des collectivités locales

- Le recours administratif préalable prévu par un texte s'impose-t-il à tous ?**60
- Conclusions Anne-Françoise Roul
CE 28 septembre 2005, M. L.
- Quel est le juge compétent pour apprécier la légalité de la décision de GDF refusant d'appliquer des tarifs spéciaux à une commune ?**64
- Conclusions Nicolas Boulouis
CE 4 novembre 2005, Ville de Dijon

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité**76

CHRONIQUES

- Les nouveaux instruments communaux au service de la sécurité civile.** Xavier Latour82
- Des insuffisances de l'insuffisance professionnelle.**.....85
Valérie Fauré

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Le budget d'une commune peut-il être adopté par un vote d'ensemble en l'absence de présentation détaillée et de débat sur la question du choix des modalités de son adoption ?**.....89
Conclusions Didier Péano

CAA Bordeaux 8 novembre 2005, Commune de Bras-Panon c/ M. E.

- Un règlement intérieur limitant excessivement le temps de parole, affiliant automatiquement les conseillers municipaux en deux groupes et limitant la mise à disposition d'un local à deux heures par jour, porte-t-il atteinte aux droits et prérogatives des conseillers municipaux ?**.....92

Conclusions Pascal Trouilly

CAA Paris 22 novembre 2005, Commune d'Issy-les-Moulineaux

• Actes des collectivités locales

- Qui est compétent pour approuver la passation des baux sur les terrains communaux ?**.....96
Conclusions Emmanuel Glaser

CE 5 décembre 2005, Commune de Pontoy

• Compétences des collectivités locales

- La cession d'un terrain par une commune pour un franc symbolique est-elle légale ?**.....100
Conclusions Didier Péano

CAA Bordeaux 8 novembre 2005, Commune de Cazerès

• Police administrative

- Quelles sont les modalités de contrôle du maintien de l'état d'urgence ?**.....102
CE (ord. réf.) 9 décembre 2005, Mme A. et autres

• Fonction publique territoriale

- L'administration est-elle tenue d'accorder la protection juridique à un fonctionnaire qui souhaiterait poser au juge de cassation une « question de principe » ?**.....105

Conclusions Isabelle de Silva

CE 24 octobre 2005, Mme G. et Fédération des syndicats généraux de l'Éducation nationale et de la recherche publique (SGEN-CFDT)

- Quelle est la collectivité compétente pour organiser la protection d'un fonctionnaire ?**.....109

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 5 décembre 2005, Commune du Cendré

- Dans quelles circonstances l'obligation de communication du dossier s'applique-t-elle au non-renouvellement d'un contrat ?**.....113

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 5 décembre 2005, Mlle L.

• Finances publiques locales

- Quelles sont les répercussions de l'article 6 § 1 de la CEDH sur la procédure de gestion de fait ?**.....117

Conclusions Mattias Guyomar Observations - Éric Thévenon

CE 27 juillet 2005, M. B.

CE 27 juillet 2005, M. W., M. B.

• Élections

- Les frais de réception engagés pour préparer l'organisation d'une campagne et mettre au point des argumentaires sont-ils des dépenses engagées « en vue de l'élection » ?**.....135

Conclusions Laurent Olléon

CE 14 novembre 2005, M. C.

• Contentieux des collectivités locales

- La faillite d'un comité d'expansion économique entraîne-t-elle la responsabilité du département qui l'a créé ?**.....138

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 5 décembre 2005, Département de la Dordogne

- Y a-t-il urgence à suspendre la dissolution d'un EPCI ?**144

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 28 décembre 2005, Syndicat intercommunal de Lens-Avion

MODÈLES D'ACTES

- Cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité. Annexe 1: norme d'échange**.....148

CHRONIQUES

La personne publique, soumissionnaire ordinaire162
Cabinet Landot

La réforme des finances locales applicable au 1er janvier 2006165
Louis Renouard

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le recours contre la délibération par laquelle un conseil municipal se prononce sur le maintien d'un adjoint dans ses fonctions obéit-il aux règles du contentieux électoral ?174
Conclusions Marie-Christine Gauthier
TA Rouen 21 décembre 2005, M. Francis D.

• Compétences des collectivités locales

Dans quelles conditions un mandat spécial ouvre-t-il droit à remboursement de frais de déplacement ?177
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 11 janvier 2006, Département des Bouches-du-Rhône c/ M. C.

• Police administrative

Une commune peut-elle s'opposer à la création et à la gestion d'un site cinéraire privé destiné à recevoir le dépôt d'urnes cinéraires ?181
Conclusions Avis Jerry Sainte-Rose - Obs Laetitia Janicot
Cass. civ. 13 décembre 2005, Association Site cinéraire intercommunal des Alpes-Maritimes et autres c/ Commune de Mougins

• Domaines public et privé des collectivités locales

La mise à disposition d'une personne publique d'un bien immobilier peut-elle être gratuite ?188
Conclusions Frédéric Dieu
TA Nice 25 novembre 2005, SIVOM Artuby-Verdon

Quelle est l'étendue de la compétence du juge civil en cas de litige relatif à l'appartenance d'un bien d'un établissement public local au domaine public ?192
Conclusions Avis Jerry Sainte-Rose - Obs Laetitia Janicot
Cass. civ. 13 décembre 2005, Crédit municipal de Paris c/ Mme L.

• Services publics locaux

Une commune est-elle compétente pour instituer une taxe relative au traitement des matières de vidange, mise à la charge des habitants non raccordés à un réseau collectif d'assainissement ?196
Conclusions Jérôme Francfort
TA Orléans 5 janvier 2006, M. Richard M.

• Fonction publique territoriale

Un fonctionnaire peut-il obtenir la validation de ses services auxiliaires en plusieurs étapes ?202
Conclusions François Séners

CE 25 janvier 2006, Caisse des dépôts et consignations c/ Mme E. **Finances publiques locales**

Une commune doit-elle justifier qu'un titre de perception a été émis par le maire ?205
Conclusions Patrick Bresse

CAA Versailles 20 décembre 2005, Commune d'Achères

• Organismes de coopération et de regroupement

Le préfet saisi d'une demande unanime des membres d'un syndicat est-il tenu de prononcer l'extension de périmètre de celui-ci ?208
Conclusions Frédéric Dieu

TA Nice 25 novembre 2005, SIVOM de Villefranche-sur-Mer c/ Préfet des Alpes-Maritimes

Une commune peut-elle se retirer d'une communauté de communes en y créant une enclave ?213
Conclusions Emmanuel Glaser

CE 28 décembre 2005, Commune de Poigny

• Élections

Comment s'opère le calcul du droit à remboursement des candidats de la part de l'État ?218
Conclusions Jacques-Henri Stahl
CE 11 janvier 2006, M. Jean-François C.

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les règles de procédure pour la liquidation d'une astreinte devant le juge administratif ?222
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 11 janvier 2006, Département de la Haute-Corse

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité. Annexe 2: sécurisation des échanges233

CHRONIQUES

- L'obligation de motiver les décisions relatives à l'occupation du domaine public**238
Michel Degoffe
- La procédure d'alignement**241
Mariannick Bourguet-Chassagnon

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

- Peut-on exclure un conseiller municipal des commissions auxquelles il appartient ?**248
Conclusions Philippe Nicolet
TA Dijon 29 décembre 2005, M. M.
- Qui est compétent pour saisir le tribunal administratif de Conclusions**250
Conclusions Didier Péano
CAA Bordeaux 31 janvier 2006, M. Germain S.

• État

- Enquêtes publiques: quelle est la portée de l'obligation d'examen par le commissaire enquêteur des observations formulées ?**253
Conclusions Stéphane Verclytte
CE 13 janvier 2006, Commune de Polliat

• Compétences des collectivités locales

- Une commune peut-elle organiser un référendum local portant sur le droit de vote et l'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales ?**257
Conclusions Manuel Delamarre
TA Cergy Pontoise 23 février 2006, Préfet de la Seine-Saint-Denis

• Police administrative

- Un maire peut-il interdire les coupures de gaz et d'électricité sur le territoire de sa commune ?**261
Conclusions Jacques Lepers
CAA Douai 29 décembre 2005, Commune de Waziers

• Domaines public et privé des collectivités locales

- Quelle est l'étendue de la compétence du juge civil saisi d'une action en revendication de propriété par une commune ?**266
Observations Laetitia Janicot
Cass. civ. 31 janvier 2006, Commune d'Archignat c/ M. T. et Mme Persyn

• Fonction publique territoriale

- Quelles sont les conséquences d'une scission syndicale sur les mandats en cours ?**268
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 28 décembre 2005, Syndicat CFDT Interco du territoire de Belfort, Fédération Interco-CFDT

- Comment distinguer une mutation disciplinaire d'une mutation dans l'intérêt du service ?**271
Conclusions François Sénors
CE 25 janvier 2006, M. P. c/ SDIS des Bouches-du-Rhône

• Élections

- Quelles sont les conséquences de la diffusion tardive d'un tract mettant en cause le candidat battu ?**275
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 11 janvier 2006, Élections cantonales de Trets (Bouches-du-Rhône)

• Contentieux des collectivités locales

- La publication d'une décision sur l'Intranet fait-elle courir le délai de recours contentieux pour les agents ou leurs représentants ?**279
Conclusions Jacques-Henri Stahl
CE 11 janvier 2006, Syndicat national CGT-ANPE
- Peut-il y avoir diffamation par insinuation ?**285
Cass. crim. 17 janvier 2006, Roland X, commune de Nohanent

- La suspension de l'exécution d'un arrêté municipal ordonnant l'euthanasie d'un chien dangereux implique-t-elle la restitution de cet animal à son propriétaire ?**288
Conclusions Terry Olson Observations - Paul Cassia
CE 8 février 2006, Commune de Sainte-Maxime

- Le juge administratif des référés peut-il enjoindre à une collectivité de titulariser un agent ?**293
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 13 février 2006, Commune de Fontenay-le-Comte

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Convention-type entre l'État, la région [et d'autres collectivités territoriales ou leurs groupements] relative à la délégation par l'État à la région de tout ou partie des aides qu'il met en œuvre en faveur du développement économique**304

CHRONIQUES

Intercommunalité : premiers bilans en demi-teinte310
Michel Degoffe

Le financement des transferts de compétences aux collectivités territoriales : une relation de confiance ?315
Anna Lorho

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le refus de faire participer des élus au comité de pilotage et de suivi du contrat de plan État-région au motif de leur appartenance politique est-il légal ?323
Conclusions Guy Fédou
TA Marseille 2 novembre 2005, M. Guy M.

• Actes des collectivités locales

Un syndicat mixte peut-il indéfiniment reporter le début de l'exécution d'un marché, lorsqu'aucune date n'est fixée par le contrat ?326
Conclusions Philippe Blanc - Observations Laetitia Janicot
TA Cergy-Pontoise 17 novembre 2005, Société TEIXAGOL SARL

• État

Les tiers doivent-ils obligatoirement introduire un recours préalable devant la CNEC à l'encontre de la décision de la CDEC ?330
Conclusions Yves Struillou
CE S. 10 mars 2006, Société Leroy-Merlin

• Police administrative

Le maire est-il tenu de modifier des poteaux bordant un chemin au motif qu'ils seraient dangereux pour les motards ?344
Conclusions Philippe Nicolet
TA Dijon 23 février 2006, Fédération française des motards en colère de la Côte-d'Or c/ Commune de Sainte-Marie-sur-Ouche

• Domaines public et privé des collectivités locales

Les terres des sections de communes peuvent-elles être attribuées à des agriculteurs par l'intermédiaire des SAFER ?347
Conclusions François Sénors
CE 15 mars 2006, Commune de Trélans c/ Reversat

• Fonction publique territoriale

Comment doit être exécutée la décision juridictionnelle annulant une mutation ?351
Conclusions Philippe Pouzoulet
CAA Bordeaux 13 mars 2006, M. Jean Roger L.

La jurisprudence Ternon s'applique-t-elle à des indemnités obtenues par fraude ?354
Conclusions Marie-Hélène Mitjavile
CE 3 avril 2006, Syndicat intercommunal à vocation unique de l'Amana

• Finances publiques locales

Un requérant peut-il invoquer un moyen tiré du défaut d'équilibre réel du budget si le préfet a saisi la chambre régionale des comptes de ce moyen après le délai de trente jours ?358
Conclusions Didier Péano
CAA Bordeaux 14 mars 2006, M. Luc C.

• Élections

Un candidat peut-il rectifier son compte de campagne après le dépôt de celui-ci devant la CNCCFP ?362
Conclusions Stéphane Verclytte
CE 6 mars 2006, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques c/ M. P.

• Contentieux des collectivités locales

La décision de rejet par le préfet d'une demande de concours de la force publique crée-t-elle des droits au profit des personnes qui résistent à l'exécution du jugement ?368
Conclusions Didier Chauvaux
CE 5 décembre 2005, Ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire c/ M. C.

Peut-on faire appel d'un jugement statuant en matière de taxe sur les logements vacants ?372
Conclusions Stéphane Verclytte
CE 6 mars 2006, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Région Île-de-France

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération pour les collectivités locales désirant traiter des instruments de marché386

CHRONIQUE

La « VEFA publique » : principes et modalités390
Bernard Lamorlette

JURISPRUDENCE

• État

Dans quelles conditions peut-on déroger à la règle du repos dominical ?396
Conclusions Jacques-Henri Stahl
CE 9 décembre 2005, Association des exploitants du centre commercial « Avant Cap »

• Compétences des collectivités locales

Les régions doivent-elles être consultées lors de l'établissement de la liste des sections élémentaires du réseau ferré national et de la liste des gares ?401
Conclusions Isabelle de Silva
CE 16 janvier 2006, Région Haute-Normandie, Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Région Rhône-Alpes

Les aides aux compagnies aériennes « low coast » sont-elles licites ?407
Conclusions Laurent Olléon
CE 27 février 2006, Compagnie Ryanair Limited, Chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin

• Domaines public et privé des collectivités locales

Un gîte rural constitue-t-il une dépendance du domaine public ?412
Conclusions Pierre Collin
CE 25 janvier 2006, Commune de la Souche c/ M. et Mme Claite

• Fonction publique territoriale

Dans quelles conditions les fonctionnaires peuvent-ils demander la révision de leur pension de retraite par inclusion de la bonification pour enfants ?416
Conclusions Stéphane Verclytte
CE 10 mars 2006, M. C.

Le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire peut-il être lié au cadre d'emplois ?420
Conclusions Yves Struillou
CE 5 avril 2006, Mme Anne-Marie S.

La perte de confiance peut-elle justifier une décharge de fonctions ?424
Conclusions Philippe Pouzoulet
CAA Bordeaux 24 avril 2006, Mme Florence F.

Une commission administrative paritaire peut-elle se prononcer deux fois de suite sur la même question Des agents détachés peuvent-ils bénéficier d'un avancement de grade ou d'un changement de cadre d'emplois ?427
Conclusions François Séners
CE 28 avril 2006, Commune de Toulon

• Finances publiques locales

Les copropriétaires des résidences d'une station de sports d'hiver peuvent-ils être assujettis à une redevance communale pour entretien des espaces verts et déneigement des parkings ?434
Conclusions François Séners
CE 10 mars 2006, Commune de Montclar

La construction de logements locatifs ouvre-t-elle droit au FCTVA ?437
Conclusions François Séners
CE 28 avril 2006, Ministre de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales c/ Commune de Fertans

• Collectivités locales à statut particulier

Le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française est-il légal ?441
Conclusions Marie-Hélène Mitjavile
CE 29 mars 2006, Haut Commissaire de la République en Polynésie française et M. Édouard F.

• Contentieux des collectivités locales

L'État peut-il être condamné à indemniser le préjudice résultant de l'impossibilité de revendre un bien du fait de son refus de concours de la force publique ?448
Conclusions Didier Chauvaux
CE 6 janvier 2006, SARL JCB Immobilier

Une commune peut-elle demander à l'État la réparation du préjudice subi du fait des défaillances constatées dans la mise en œuvre des procédures d'établissement de l'assiette des impôts ?451
Conclusions Laurent Olléon
CE 6 mars 2006, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie c/ Commune de Kourou

Une agence départementale peut-elle engager sa responsabilité envers une commune pour avoir délivré des renseignements inexacts en matière d'éligibilité au fonds de compensation de la TVA ?455
Conclusions Didier Péano
CAA Bordeaux 8 mars 2006, Agence technique départementale de la Dordogne c/ Commune de Sainte-Nathalène

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération de modulation régionale de la TIPP pour 2007467

CHRONIQUE

Les communes et le financement du risque.....470
Florence Nicoud

JURISPRUDENCE

• État

Quelle est la portée de la charte de l'environnement de 2004 ?.....475
Conclusions Mattias Guyomar
CE 19 juin 2006, Association « Eau et rivières de Bretagne

Quelle est la nature du document d'objectifs établi pour chaque site « Natura 2000 » ?.....481
Conclusions Mattias Guyomar
CE 19 juin 2006, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vendée et autres

• Compétences des collectivités locales

Une commune peut-elle apporter sa garantie financière à une SEML dans le cadre d'une convention d'ouverture de crédit ?.....491
Conclusions François Sénors
CE 28 avril 2006, Société BNP PARIBAS c/ Commune de Grand-Couronne

• Police administrative

Le juge des référés peut-il ordonner l'expulsion du domaine public du propriétaire d'une officine bénéficiant de l'enregistrement de sa déclaration préalable d'exploitation ?.....494
Conclusions Pierre Collin
CE 2 juin 2006, Chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence

Un maire peut-il interdire le remisage sur la voie publique des véhicules de location lorsqu'ils sont en attente d'affectation à un client ?.....498
Conclusions Jacques Lepers
CAA Douai 22 juin 2006, Société France Cars c/ Commune de Lens

• Services publics locaux

Une commune peut-elle autoriser l'imposition d'une double redevance d'enlèvement des ordures ménagères au résident secondaire dont la propriété comporte deux immeubles d'habitation ?.....500
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 24 mai 2006, Commune de Larnage

• Fonction publique territoriale

Comment et à quelle date s'apprécie la condition de durée d'exposition au risque en matière de maladie professionnelle ?.....504
Conclusions François Sénors
CE 10 mars 2006, Caisse des dépôts et consignations c/ Caccavelli

Quelles doivent être les qualifications des professeurs des écoles municipales de musique ?.....508
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 24 mai 2006, Commune de Troyes

• Finances publiques locales

Quelles sont les répercussions de l'article 6^{er} de la CEDH sur la procédure de jugement des comptes produits par les comptables publics aux juridictions financières ?.....511
Conclusions Observations - Éric Thévenon
CEDH 12 avril 2006, Martinie c/ France

Un réseau câblé municipal utilisé de façon accessoire par une société privée est-il éligible au FCTVA ?.....521
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 24 mai 2006, Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Mons-en-Barœul

• Contentieux des collectivités locales

Quel est le juge compétent pour statuer sur une transaction consécutive à une préemption illégale ?.....526
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 17 mai 2006, Commune de Joncquières

La décision d'un office du tourisme de radier un hôtel de l'annuaire des établissements d'hébergement de la commune peut-elle être contestée devant le juge administratif ?.....530
Conclusions Terry Olson
CE 31 mai 2006, Office du tourisme de Luchon

Quel est le juge compétent pour connaître de la responsabilité d'une collectivité locale en cas de faillite d'une association créée par elle et investie d'une mission de service public ?.....533
Conclusions Observations - Laetitia Janicot
Cass. civ. 7 juin 2006, Ville de Nice c/ Association comité des fêtes, des arts et des sports de Nice

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de statut d'établissement public foncier local.....541

CHRONIQUES

Le code général de la propriété des personnes publiques et les collectivités territoriales.....546
Christine Maugué - Gilles Bachelier

Le FCTVA: actualité législative et jurisprudentielle d'un dispositif complexe.....
Louis Renouard

JURISPRUDENCE

• État

L'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau sur le domaine public maritime avant le 1er septembre est-elle légale ?561
Conclusions Mattias Guyomar
CE 13 juillet 2006, Association France nature environnement et autres

• Police administrative

Un maire est-il compétent pour interdire la culture des OGM sur le territoire de sa commune ?566
Conclusions Gilles Pelissier
CAA Versailles 18 mai 2006, Commune de Dourdan

Dans quelles conditions un maire peut-il s'opposer à une demande d'exhumation ?569
Conclusions Jacques Lepers
CAA Douai 22 juin 2006, Mme Janine S. et autres

Un maire peut-il prendre un arrêté de péril mettant à la charge d'un particulier la remise en état d'un mur communal ?572
Conclusions Didier Chauvaux
CE 7 juillet 2006, Mlle Karine Juignet

Quelle est l'étendue de la responsabilité d'un détenteur de déchet lorsque celui-ci a, par contrat, confié l'élimination de ces déchets à une société de prestation de services ?575
Conclusions Yann Aguila
CE 13 juillet 2006, Société minière et industrielle de Rouge

• Fonction publique territoriale

Quels sont les droits d'un fonctionnaire détaché qui demande à être réintégré « sur un emploi vacant » ?578
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 2 juin 2006, Mme L.

Les règles de promotion interne des adjoints administratifs exerçant les fonctions de secrétaire de mairie sont-elles illégalement discriminatoires ?581
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 2 juin 2006, Syndicat national des secrétaires de mairie

Quelle est la portée du principe du contradictoire devant la commission de réforme ?584
Conclusions François Séners
CE 12 juin 2006, Caisse des dépôts et consignations c/ Mme L.

• Finances publiques locales

Un département peut-il obtenir le remboursement des frais financiers supportés du fait de la décentralisation du revenu minimum d'insertion ? ... 589
Conclusions Hervé Guillou
TA Rouen 23 mai 2006, Préfet de l'Eure

Quelles sont les limites du contrôle du comptable ?592
Conclusions Mattias Guyomar
CE 13 juillet 2006, Ministre de l'Économie, des finances et de l'industrie

• Contentieux des collectivités locales

Quel juge est compétent pour apprécier la responsabilité d'une commune à l'occasion de la gestion de son domaine privé ?596
Conclusions Jacques-Henri Stahl
TC 24 avril 2006, Société Fraday c/ Commune de Gujan-Mestras

Un contribuable peut-il formuler une demande d'autorisation de plaider au nom d'une commune alors qu'il peut exercer un recours lui-même contre la décision qui préjudicierait aux intérêts de la commune ?599
Conclusions Christophe Devys
CE 28 avril 2006, M. C.

Un contribuable peut-il formuler une demande d'autorisation de plaider au nom d'une commune pour obtenir la restitution d'aides locales ?603
Conclusions Christophe Devys
CE 7 juin 2006, M. Asselin

Quel est l'ordre de juridiction compétent pour connaître d'un litige relatif à l'exécution d'une convention de transaction ?607
Conclusions Terry Olson
CE 12 juillet 2006, SARL Briançon-Bus et M. André B.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Modèle de délibération portant instauration du droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds commerciaux et les baux commerciaux619

CHRONIQUES

- La loi ENL du 13 juillet 2006 et le plan local d'urbanisme...** 622
Seydou Traoré
- La charte européenne de l'autonomie locale.** 628
Franck Durand

JURISPRUDENCE

• État

- À qui incombe la reconstitution des registres d'état civil en Nouvelle-Calédonie ?** 639
Conclusions Marie-Hélène Mitjavile
CE 3 juillet 2006, Commune de La Foa

• Compétences des collectivités locales

- Le Territoire de Polynésie française pouvait-il, avant 2004, participer au capital d'une société privée autre qu'une société d'économie mixte ?** 643
Conclusions Pascal Trouilly
CAA Paris 18 mai 2006, Territoire de la Polynésie française

- La signature de la déclaration d'aliéner par le notaire confère à ce dernier la qualité de mandataire du vendeur. Conclusions** 647
Christophe Devys
CE 30 juin 2006, Commune de Mane

• Police administrative

- Quel est le régime juridique des autorisations préfectorales nécessaires pour effectuer des travaux affectant l'écoulement des eaux ?** 651
Conclusions Didier Chauvaux
CE 7 juillet 2006, Association de sauvegarde de la région de Langeais, M. G.

- Un requérant peut-il se prévaloir, à propos d'une situation dans laquelle il s'est lui-même placé, de la notion d'urgence ?** 656
Conclusions Isabelle de Silva
CE 26 juillet 2006, Société Kerry

• Services publics locaux

- Peut-on attaquer le schéma de principe d'infrastructure nouvelle ?** 661
Conclusions Isabelle de Silva
CE 28 juillet 2006, Société des autocars Louis Gaubert c/ Syndicat des transports d'Ile-de-France

• Fonction publique territoriale

- Un maire réélu peut-il décharger de ses fonctions le titulaire d'un emploi fonctionnel nommé moins de six mois auparavant ?** 665
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 juillet 2006, Commune d'Épinal

- Un ressortissant de l'Union européenne titulaire du diplôme requis pour l'accès à une profession réglementée peut-il se voir refuser l'accès à cette profession dans un autre pays de l'Union ?** 668
Conclusions François Séners
CE 4 août 2006, M. F.

- Le ministre de la Défense peut-il vérifier que le militaire qui souhaite intégrer un emploi dans une autre administration présente les garanties requises pour cette fonction ?** 672
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 9 août 2006, M. P.

• Finances publiques locales

- Une commune peut-elle prendre en charge les dettes d'une association dissoute ?** 675
Conclusions François Séners
CE 4 août 2006, Commune de Grimaud

• Élections

- Quel est le droit applicable aux élections aux chambres de commerce ?** 678
Conclusions Nicolas Boulouis
CE 26 juillet 2006, M. L. et autres

- Quel est le régime électoral applicable pour combler une vacance dans un conseil municipal ?** 681
Conclusions Rémi Keller
CE 23 août 2006, Élections municipales de Villeneuve-lès-Béziers

• Contentieux des collectivités locales

- En matière d'expropriation, le commissaire du gouvernement doit-il être appelé à l'instance en cassation ?** 685
Observations Françoise Nési
Cass. civ. 29 mars 2006, C. c/ Semalilas
- Une collectivité locale peut-elle opposer à la victime d'une voie de fait l'exception tirée de l'illégalité de sa situation ?** 688
Observations Laetitia Janicot
Cass. civ. 23 mai 2006, Commune de Vendres c/ M. Louis B.

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

- Modèle de convention susceptible d'être passée entre la commune, l'établissement et la personne physique ou morale qui désire organiser des activités dans le cadre des dispositions de l'article L. 216-1 du code de l'éducation** 699

CHRONIQUE

La notation financière des collectivités locales.702
Nicolas Painvin

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Des conseillers municipaux présents dans la salle réservée au public peuvent-ils être pris en compte pour le calcul du quorum ?708
Conclusions Michel Durand
TA Amiens 2 mars 2006, M. Joël V.

Un élu qui a utilisé irrégulièrement son pouvoir de réquisition sur le comptable engage-t-il sa responsabilité devant la CDBF ?710
Observations Stéphane Bredin
CDBF 30 juin 2006, SIVOM de la région d'Etaples-sur-Mer

Un conseiller municipal qui exerce des fonctions dans une administration financière ayant à connaître de la comptabilité communale peut-il recevoir délégation du maire ?715
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 juillet 2006, Commune de Boulogne-sur-Mer

• Police administrative

Quelles sont les conditions de création d'une pharmacie dans une commune de moins de 2500 habitants ?721
Conclusions Christophe Devys
CE 28 avril 2006, Ministre des Solidarités, de la santé et de la famille c/ MM. H. et E.

Quelles sont les conditions de transfert d'une pharmacie au sein d'une commune de plus de 2500 habitants ?724
Conclusions Christophe Devys
CE 27 septembre 2006, M. P.

Une carrière est-elle un bâtiment au sens de la police des immeubles menaçant ruine ?730
Conclusions Didier Chauvaux
CE 30 août 2006, M. R.

• Domaines public et privé des collectivités locales

En cas d'aliénation des biens domaniaux qui lui sont confiés, la SNCF doit-elle motiver les décisions mettant en œuvre le droit de priorité institué par le décret du 13 septembre 1983 ?734
Conclusions Pierre Collin
CE 2 octobre 2006, Commune de Magny-en-Vexin c/ M. T.

• Services publics locaux

Le SDIS peut-il demander une participation financière pour des interventions effectuées en dehors des cas d'urgence ?738
Conclusions Denis Besle
CAA Lyon 30 mars 2006, SDIS de Saône-et-Loire

• Fonction publique territoriale

Comment apprécier, lors du transfert aux SDIS des sapeurs-pompiers professionnels, le maintien des avantages qu'ils ont acquis ?741
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 juillet 2006, M. A.

Peut-on promouvoir le successeur d'un chef de service avant d'avoir évincé le titulaire de l'emploi ?745
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 21 juillet 2006, M. G.

Le juge des référés peut-il venir au secours des administrations dans les procédures disciplinaires ?749
Conclusions Emmanuel Glaser
CE 27 juillet 2006, Agglomération de la région de Compiègne

Peut-on moduler les règles d'attribution d'indemnités en fonction de critères relatifs à l'absentéisme, la négligence ou l'insuffisance professionnelle ?753
Conclusions Didier Casas
CE 11 septembre 2006, Office public d'habitation à loyer modéré de la ville d'Aubervilliers

• Finances publiques locales

Peut-on mandater d'office une dépense faisant l'objet d'une contestation sérieuse ?756
Conclusions Jean-Michel Adrien
CAA Nancy 22 juin 2006, Compagnie nationale du Rhône

• Organismes de coopération et de regroupement

Le transfert de compétences à un EPCI est-il irrégulier faute d'établissement d'un procès-verbal de mise à disposition des biens ?759
Conclusions Jean-Michel Adrien
CAA Nancy 11 mai 2006, Commune de Kirrwiller-Bosselshausen

• Élections

Une association à finalité politique qui n'a désigné son mandataire financier qu'après les élections peut-elle légalement financer une campagne électorale ?761
Conclusions Célia Verot
CE 4 août 2006, Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques c/ Mlle B.

• Contentieux des collectivités locales

Une action en référé dirigée contre le maire devant le juge civil visant à obtenir la suspension de l'exécution de travaux est-elle exercée contre la commune ?764
Conclusions Avis Jerry Sainte Rose - Obs. Laetitia Janicot
Cass. civ. 11 juillet 2006, SCI La Colombe c/ M. le Maire de Cap-d'Ail

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention visée à l'article L. 1424-42 du CGCT conclue dans chaque département entre le SDIS et chaque société concessionnaire d'autoroutes concernée774

CHRONIQUES

La soumission à la concurrence des conventions d'aménagement.778

Frédéric Dieu

L'influence du régime communautaire des aides d'État sur l'autonomie des collectivités territoriales.786

Olivier Rabaey

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Un inspecteur des impôts, conseiller municipal, peut-il être titulaire d'une délégation de fonction du maire de la commune Un conseiller municipal peut-il percevoir des indemnités de fonctions en l'absence de délégation suffisamment précise ?791

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 21 juillet 2006, Commune de Boulogne-sur-Mer

• Actes des collectivités locales

Comment faut-il fixer le prix des copies de documents administratifs demandés par un administré ?797

Conclusions Laurent Vallée

CE 4 août 2006, M. K.

Quel est le juge compétent pour connaître d'un contentieux relatif à une sous-concession de plage ? ...801

Observations Laetitia Janicot

Cass. civ. 20 septembre 2006, Tomaselli c/ Commune de Ramatuelle

• État

Un établissement public hospitalier est-il tenu de se raccorder au réseau de chauffage urbain alors que le cahier des charges contenant cette obligation n'était pas annexé à l'acte de cession des terrains expropriés ?803

Observations Françoise Nési

Cass. civ. 21 juin 2006, GIE Dalkia Soccram c/ Centre hospitalier Sud Francilien

L'existence de deux modes d'avancement différents implique-t-il nécessairement la confection de deux tableaux d'avancement distincts ?806

Conclusions Mattias Guyomar

CE 15 novembre 2006, Garde des Sceaux, ministre de la Justice c/ M. F.

L'article L. 11-1-1 du code de l'expropriation impose-t-il une obligation supplémentaire touchant la forme de l'acte déclaratif d'utilité publique ?810

Conclusions Mattias Guyomar

CE 15 novembre 2006, Société Placoplâtre, Commune de Vandières

• Compétences des collectivités locales

L'urbanisation des espaces proches du rivage des départements d'outre-mer doit-elle être compatible avec les orientations du schéma d'aménagement régional ?816

Conclusions Mattias Guyomar

CE 18 octobre 2006, Ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire c/ M. Bègue, Commune de Saint-Leu

• Police administrative

Peut-on suspendre l'exécution d'un arrêté municipal interdisant l'utilisation des installations d'un port fluvial par un navire ?822

CE (Juge des référés) 6 septembre 2006, Commune d'Ota

• Fonction publique territoriale

Un agent contractuel à qui une commune ne propose pas le renouvellement de son contrat est-il privé involontairement de son emploi ?824

Conclusions Olivier Couvert-Castera

TA Versailles 3 juillet 2006, Mlle Florence M.

L'administration est-elle libre de refuser de réintégrer un fonctionnaire en disponibilité pour convenances personnelles sur le premier ou le deuxième emploi vacant ?828

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 25 octobre 2006, Commune de Maromme

Dans quelles conditions un agent mis à la retraite en raison d'infirmités partiellement imputables au service peut-il cumuler une rente viagère d'invalidité et une pension de retraite ?832

Conclusions Stéphane Verclytte

CE 3 novembre 2006, M. D.

• Contentieux des collectivités locales

Un maire engage-t-il sa responsabilité en cas de carence à mettre fin à une situation de péril grave et imminent causé par un immeuble ?838

Conclusions Terry Olson

CE 27 septembre 2006, Commune de Baalon

Peut-il y avoir une urgence justifiant la suspension d'une décision qui réglemente l'usage du local mis à la disposition des conseillers municipaux minoritaires ?841

Conclusions Emmanuel Glaser

CE 18 octobre 2006, Commune de Houilles

BRÈVES DE JURISPRUDENCE

L'OFFICIEL EN BREF

MODÈLES D'ACTES

Convention locale de Relais Services Publics854